

Communiqué de presse

Nous entrons dans un moment critique

Lausanne, le 13 janvier 2021 – **La Chambre vaudoise du commerce et de l'industrie (CVCI) a pris connaissance des mesures fédérales annoncées aujourd'hui. Elle fait le constat que nous entrons dans un moment critique à plus d'un titre. Sanitairement, nous comprenons la nécessité d'éviter que le variant du virus ne provoque une fermeture plus drastique encore dans quelques semaines. Mais nous observons aussi qu'économiquement, le durcissement des mesures prononcées aujourd'hui aura des répercussions importantes pour l'ensemble du tissu économique, à l'heure où beaucoup ont épuisé leurs réserves.**

Le prolongement et l'extension des fermetures jusqu'à fin février, ainsi que les nouvelles mesures demandées aux entreprises, avec une extension des fermetures et le télétravail obligatoire (lorsque cela est possible sans efforts disproportionnés), nous inquiètent. La réalité du variant vient ainsi contrarier les perspectives d'éclaircie liées à la vaccination. Les entreprises avaient jusqu'à aujourd'hui mis en place des plans sanitaires leur permettant de continuer leur activité, tout en appliquant le télétravail.

Nous saluons qu'en parallèle, la Confédération annonce des mesures d'aide en assouplissant les conditions de leur octroi et qu'elle allège les procédures pour les obtenir. Le secret de la réussite pour sauver les emplois passe par une rapidité des versements du Canton. Toutefois, les mesures de fermeture à géométrie variable, les soutiens sectoriels et les conditions ne tenant pas toujours compte de la complexité de l'économie contribuent à opposer les secteurs d'activités les uns aux autres. Pour limiter les faillites et les licenciements, il conviendrait plutôt d'adopter une vision plus transversale s'agissant des aides fédérales et cantonales.

En effet, quand un secteur se voit contraint de fermer sur décision des autorités, cela n'impacte pas uniquement ce secteur. En effet, toute une chaîne d'approvisionnement et de sous-traitance qui, elle, n'est pas fermée, ne peut pas prétendre aux mêmes aides alors qu'elle continue son activité. Le système de cas de rigueur n'est pas forcément adapté à cette situation particulière, à l'instar des soins à la personne qui voient leur chiffre d'affaires diminuer en raison du télétravail. Elles continuent à avoir les mêmes charges alors qu'elles ne peuvent plus compter sur les mêmes revenus. L'obtention d'un soutien proportionné aux difficultés et à l'impact de la crise doit pouvoir être garantie en évitant les effets collatéraux des seuils et les douloureuses exclusions actuelles.

Enfin, les inquiétudes sont nombreuses s'agissant de l'emploi, mais aussi de la formation des jeunes. L'apprentissage, par exemple, est une voie de formation essentielle. Comment penser et assurer l'encadrement des apprentis dans des entreprises «en télétravail»? Comment convaincre de maintenir les places d'apprentissage quand l'imprévisibilité et la fragilité financière sont réelles? Comment couvrir, dans ce contexte, les besoins en compétences qui seront importants d'ici à cinq ans, notamment dans l'industrie?

Toutes ces questions sont centrales et plaident pour la mise en place d'outils assurant la survie des activités variées qui font la richesse de notre tissu économique. Pensons au-delà du court terme, pensons à ce que les soutiens accordés en cette période de crise apporteront à la relance.

Contact pour informations :

Claudine Amstein, Directrice de la CVCI – 079 210 67 88, claudine.amstein@cvci.ch

Philippe Miauton, Directeur adjoint – 079 277 68 41, philippe.miauton@cvci.ch

La Chambre vaudoise du commerce et de l'industrie en quelques chiffres

La Chambre vaudoise du commerce et de l'industrie (CVCI) regroupe près de 3200 entreprises, représentant quelque 135'000 emplois. Association de droit privé fondée en 1898, non subventionnée, elle tire ses ressources des cotisations de ses membres, de la vente de services et de divers mandats. Elle est notamment active dans les caisses sociales, les services juridiques, la certification des exportations, la conjoncture, l'innovation, la formation professionnelle, le réseautage ainsi que l'appui aux multinationales.